



Le SICTAME vous informe

www.sictame-uns-a-total.org



INDIGNEZ-VOUS !

Baisse injuste et injustifiée de la dotation au CE de Pau
*****Vous êtes tous concernés !*****

Un peu d'histoire :

En 2002, l'UES Amont a été mise en place par voie de justice. Les CE de TOTAL et ELF EP ont été « fusionnés » : ce sont les « CE UES Amont » que vous connaissez depuis 2003. Par la suite, la Direction a proposé une dotation aux Activités Sociales et Culturelles (ASC) du CE égale à 2,5 % de la masse salariale, soit une **baisse** imposée de ... **27 %** (à Pau, ce taux était préalablement de 3,41 %) ! Ce taux de 2,5% de la masse salariale fut jugé insuffisant par toutes les Organisations Syndicales (OS).

Le SICTAME, pour sa part, demanda à la Justice de nommer un expert afin de déterminer, dans le respect du Code du Travail, un juste taux de dotation issu de cette fusion des CE de TOTAL et Elf EP. Pour échapper à cette expertise qu'elle redoutait, la Direction arracha la signature de la CFDT, 2 heures avant le jugement attendu, en contrepartie d'un engagement unilatéral de la Direction (*hors protocole d'accord*) portant sur des moyens complémentaires. Ces moyens consistaient, en particulier pour le CE de Pau, en une **participation** au fonctionnement du Stade Blanchard, qui est **entièrement à la charge du CE de Pau**, et la non refacturation de 3 salariés détachés au CE.

... **Alors que, dans le même temps, la Direction assure les frais de propriétaire, de fonctionnement et de personnel**, de la piscine, des 6 salles de squash-sports détente et de l'espace bar restauration rapide de la **Tour Coupole** et des tennis, piscine et restauration de Bougival !

En août 2010, la Direction a adressé un courrier aux OS et aux Secrétaires des CE pour signifier l'arrêt de ces moyens complémentaires dès 2011, ce qui se serait instantanément traduit, sur Pau, par une **baisse de dotation de 495 K€, soit 9 % des dotations ASC du CE de Pau 2010**.

Le 30/11/2010, le CE de Pau a mandaté le Secrétaire du CE afin de mener, si nécessaire, une action en justice pour faire valoir les intérêts du CE.

Rappelons que toute baisse de dotation des CE ne peut se justifier au regard de la loi que par une baisse d'effectifs ou la disparition de besoins, ce qui n'est en aucun cas la réalité : les effectifs de l'établissement continuent d'augmenter ; les besoins relatifs au stade Blanchard suivent l'augmentation régulière des utilisateurs ; les besoins relatifs aux salariés détachés au CE sont également en augmentation (*1 poste supplémentaire depuis 2007*).

Que va-t-il se passer après 2010 ?

A la demande des OS, la Direction a accepté de renégocier les moyens des CE fin 2010 : elle a entendu partiellement la demande des OS et accepté de prendre des mesures, encore une fois unilatérales, liées à la conclusion d'un accord en date du 3/12/2010 (*signé par les seules organisations CFDT et CFE-CGC*).

Conséquences pour les salariés rattachés au CE de Pau :

- **Avant 2010** : non refacturation de 3 salariés détachés au CE et 300 K€ de participation au fonctionnement du stade Blanchard :
Soit 495 K€ équivalents en dotation.
- **Après 2010** : non refacturation de 2 salariés en 2011, 2012 et 2013 ; puis non refacturation de 1 salarié à compter de 2014. Versement annuel pour le Stade Blanchard de 200 K€ en 2011 et 2012, puis 150 K€ en 2013 et enfin 100 K€ à compter de 2014.
Soit 165 K€ équivalents en dotation à compter de 2014.

Cela représente une **diminution des ressources du CE**, donc une **diminution des subventions possibles pour les salariés**, de 165 K€ dès 2011, de 215 K€ dès 2013, et ...

... à partir de 2014, un impact de - 330 K€ sur la dotation annuelle ASC du CE de Pau*

Conséquences pour les salariés rattachés au CE de Paris :

- **Avant 2010** : non refacturation de 4 salariés détachés au CE :
Soit 260 K€ équivalents en dotation.
- **Après 2010** : non refacturation de 3 salariés en 2011, 2012 et 2013 ; puis non refacturation de 2 salariés à compter de 2014.

Cela représente une **diminution des ressources** du CE Paris de 65 K€ dès 2011 et ...

... à partir de 2014, un impact de - 130 K€ sur la dotation annuelle ASC du CE de Paris*

*La dotation aux ASC 2010 était de 5,4 M€ pour le CE de Pau (3 200 salariés) et de 11,1 M€ pour le CE de Paris (4 800 salariés).

Egalité de traitement dans l'UES Amont ?

L'Etablissement de Pau constitue avec l'Etablissement de Paris une « Unité Economique et Sociale ». Cela signifie qu'ils devraient bénéficier « d'avantages sociaux identiques ».

Pourquoi la **SOLIDARITE** - valeur largement préconisée dans le Groupe avec l'audace, l'écoute et la transversalité - entre Province et Paris ne passerait-elle pas, pour les salariés de Pau, par des avantages sociaux identiques et une contribution sociale équivalente à celle procurée aux salariés de Paris ?

Le SICTAME-UNSA qualifie ces mesures d'injustes, injustifiées et inéquitables !

Comment de telles mesures ont-elles pu être prises ?

Au-delà d'être ressenties comme profondément injustes par les salariés, ces mesures sont incompréhensibles :

- En 2008, la Direction a accepté de prendre en charge ½ poste supplémentaire pour le fonctionnement du Stade Blanchard, en contrepartie du transfert de l'hébergement des associations de retraités du CSTJF vers le stade Blanchard ;
- En 2006 et 2007, la Direction a répondu favorablement aux 2 demandes de subvention exceptionnelle formulées afin de participer à la rénovation du Stade Blanchard (388 K€ et 245 K€).

A l'époque, l'écoute et la solidarité n'étaient pas préconisées mais elles ont été mises en œuvre.

Les Hommes constituent la principale ressource de notre société. Les résultats de Total, récemment publiés, démontrent une nouvelle fois son excellente santé financière. Comment peut-on expliquer, dans ces conditions, ces suppressions de moyens favorisant le bien-être des salariés et donc l'intérêt général de la société ?

Le SICTAME-UNSA ne comprend pas et juge ces mesures mesquines, voire discriminatoires.

Que demande le SICTAME-UNSA ?

Le SICTAME-UNSA a proposé une délibération permettant au CE de Pau d'ester en justice afin de défendre les intérêts du CE et, à travers lui, des salariés de l'établissement. Cette délibération a été adoptée par 11 voix sur 13 (CFDT ayant voté contre).

Il faut savoir que :

- Le CE a investi 4,85 M€ pour rénover et adapter le Stade Blanchard aux besoins des salariés exprimés lors d'une enquête réalisée en 2003-2004. Aujourd'hui, sa fréquentation est en forte augmentation : plus de 2 200 utilisateurs (salariés et leur famille) !
- Le montant de 495 K€ (moyens complémentaires utiles aux 3 000 salariés palois) équivaut à la valeur des actions gratuites détenues par 10 cadres dirigeants (parmi les 310 en bénéficiant), ou encore à 11% de la rémunération totale du DG en 2009 ;
- Les résultats 2010 de TOTAL s'élèvent à 10,3 G€.

Il paraît donc légitime et très raisonnable que la Direction :

- **prenne en charge les frais de fonctionnement du Stade Blanchard (évalués à 481 K€ en 2010 contre 300 K€ en 2003), à l'instar de ce qui est fait à Paris pour les installations de Coupole et Bougival ;**
- **maintienne la non-refacturation des 3 salariés au CE (195 K€).**

Que va faire le Comité d'Etablissement de Pau ?

Le secrétaire du CE va pouvoir « recourir aux conseils de l'avocat de son choix et ester en tant que de besoin pour faire valoir les droits et intérêts du CE ». Les élus du CE décideront du moment opportun pour lancer cette action.

D'ores et déjà, le budget 2011 du CE a dû être retravaillé afin de tenir compte de cette nouvelle donne ; mais il faut savoir qu'une mesure unilatérale de l'employeur peut être améliorée à tout moment. Donc tout espoir n'est pas perdu...

Si rien n'évolue, le budget 2012 devra être également réduit, avec pour conséquence la baisse des prestations et des subventions qui vous sont aujourd'hui proposées : **c'est donc VOUS, SALARIES, qui subirez les conséquences des réductions budgétaires imposées par la Direction !**

Que pouvez-vous faire, vous, salariés de l'établissement de Pau ?

Vous avez le choix :

- Ne rien faire...
- Vous indigner en silence...
- En parler avec vos collègues et vos hiérarchies...
- Oser vous exprimer, par pétition, ou encore par courrier ou mail, (modèle à votre disposition au syndicat) au Chef d'Etablissement de Pau, afin de l'interroger sur les mesures qu'il compte prendre pour que les salariés de Pau aient des avantages équivalents à ceux de leurs collègues parisiens...
- Nous rejoindre pour nous faire part de vos idées et suggestions et nous soutenir dans ce combat !

Face à cette injustice, ENGAGEZ-VOUS !
De l'AUDACE, encore de l'AUDACE, toujours de l'AUDACE !

✂

Le Syndicat, c'est vous ! Pour nous rejoindre ou nous soutenir, retournez ce bulletin au SICTAME-UNSA-TOTAL
Bureau 4 E 41 Tour Coupole à Paris (Tél. : 01.47.44.61.71) - Bureau F16 CSTJF à Pau (Tél. : 05.59.83.64.83)
NOM : Prénom : Lieu de travail : Tél. :
Souhaite rencontrer un responsable du SICTAME (ou/et) Souhaite adhérer au SICTAME-UNSA-TOTAL